

cence social-chauvine de l'Internationale communiste, les conséquences directes de la théorie et de la pratique du « socialisme dans un seul pays », de *prévisions* se transformèrent en *faits* réels, incontestables. Les dirigeants de l'I.L.P. en ont-ils pleinement saisi la signification ? Sont-ils prêts et capables d'en tirer toutes les conclusions nécessaires ? L'avenir de l'I.L.P. dépend de la réponse à ces questions.

Du pacifisme à la révolution prolétarienne, telle a été, c'est indubitable, la tendance générale d'évolution de l'I.L.P. Mais cette évolution est encore loin d'avoir atteint un programme achevé. Pis : influencés, dans une certaine mesure, par les vieilles combines opportunistes des spécialistes du S.A.P. allemand, les dirigeants de l'I.L.P. se sont apparemment arrêtés à mi-chemin, et piétinent sur place.

Dans la critique qui suit, nous voulons insister tout d'abord sur deux questions : l'attitude de l'I.L.P. par rapport à la *grève générale*, en liaison avec la lutte contre la guerre, et sa position sur le problème de l'*Internationale*. Sur le second comme sur le premier point, on trouvera les éléments d'une attitude centriste : sur la grève générale, elle prend la forme d'une *phraséologie radicale* irresponsable ; sur l'*Internationale*, elle recule devant une *décision radicale*. Et pourtant le marxisme et le léninisme, comme prolongement direct de sa doctrine, sont absolument inconciliables aussi bien avec le goût pour la phraséologie radicale qu'avec la peur des décisions radicales.

Les diverses catégories de grève générale

Le problème de la grève générale a une longue et riche histoire, en théorie comme en pratique. Pourtant les dirigeants de l'I.L.P. se conduisent comme s'ils étaient les premiers à penser à la grève générale comme moyen d'arrêter la guerre. Là est leur grave erreur. C'est justement sur la grève générale que toute improvisation est impardonnable. L'expérience mondiale de lutte des quarante dernières années confirme *fondamentalement* ce que pouvait dire Engels sur la grève générale à la fin du siècle dernier, principalement à partir de l'expérience des Chartistes et secondairement des Belges. Soutenant les sociaux-démocrates autrichiens contre une attitude légère à propos de la grève générale, Engels écrivait ce qui suit à Kautsky, le 3 novembre 1893 : « Vous remarquez vous-même que les barricades sont devenues périmées (elles peuvent néanmoins être encore utiles si l'armée devenait socialiste au tiers ou aux deux cinquièmes, et que le problème se pose de lui donner l'occasion de retourner ses fusils), mais la grève politique peut soit

remporter une victoire immédiate sous la seule menace (comme en Belgique, où l'armée était très faible), soit se terminer en fiasco complet, soit, enfin, *mener directement aux barricades*. » Ces quelques lignes donnent, incidemment, un remarquable résumé des positions d'Engels sur un certain nombre de questions. Des controverses sans fin ont fait rage autour de la fameuse introduction d'Engels aux *Luttes de classes en France* de Marx (1895), introduction qui fut à l'époque modifiée et coupée en Allemagne pour les besoins de la censure. Les philistins de tous bords ont affirmé des centaines et des milliers de fois au cours des quarante dernières années qu'« Engels lui-même » avait manifestement abandonné une fois pour toutes les vieilles méthodes « romantiques » du combat de rue. Mais il est inutile de remonter très loin dans le passé ; il suffit de lire les discours actuels, particulièrement ignorants et insipides, de Paul Faure, Lebas et autres sur le sujet, pour lesquels le seul fait de poser le problème de l'insurrection armée est du « blanquisme ». En fait, si Engels a rejeté quelque chose, c'était tout d'abord les *putsches*, c'est-à-dire le soulèvement *prématuré* d'une *petite minorité* ; c'était en second lieu les méthodes périmées, c'est-à-dire des formes de combat de rue ne correspondant pas aux nouvelles conditions techniques. Dans la lettre citée ci-dessus, Engels corrige Kautsky, en passant, comme s'il parlait de quelque chose d'évident : les barricades sont devenues « périmées » seulement en ce sens que la révolution bourgeoise appartient au passé, et que le temps des barricades socialistes n'est pas encore arrivé. Il faut que l'armée, au tiers ou, encore mieux, aux deux cinquièmes (ces chiffres ne sont évidemment donnés que pour l'exemple) ait des sympathies socialistes pour que l'insurrection ne soit pas un « putsch », et qu'alors les barricades retrouvent un rôle, pas les barricades de 1848 bien sûr, mais les nouvelles barricades, servant cependant le même but : briser l'offensive de l'armée contre les travailleurs, donner aux soldats le temps de sentir la puissance du soulèvement, et créer ainsi les meilleures conditions pour le passage de l'armée du côté des insurgés. Comme ces lignes d'Engels — pas le jeune homme, mais l'homme de 73 ans — sont éloignées de l'attitude réactionnaire et imbécile envers la barricade considérée comme un morceau de « romantisme » ! Kautsky n'a trouvé le temps de publier cette lettre remarquable que récemment, en 1935 ! Sans s'engager dans une polémique directe avec Engels, qu'il n'a jamais *vraiment* compris, Kautsky nous apprend, dans une note pleine de suffisance, que vers la fin de 1893 il avait lui-même publié un article dans lequel il « développait les avantages de la méthode démocratique-prolétarienne de lutte, dans les pays démocratiques, par rapport aux méthodes violentes ». Ces remarques à propos des « avantages » (comme si le prolétariat avait le choix !) rendent un son bien particulier après que la politique des démocrates de Weimar, non sans